

# Le Congo suscite une avalanche de mises en garde

## RD CONGO Les Affaires étrangères belges appellent à la prudence

- Le 19 décembre s'achève officiellement le mandat de Kabila.
- Des troubles sont à craindre.
- La Belgique demande à ses ressortissants de reporter tout voyage non essentiel.

**A** deux semaines de la date fatidique du 19 décembre où expire le deuxième mandat du président Kabila, avertissements, mises en garde sinon menaces fusent de toutes parts.

A l'instar des Américains, l'ambassadeur britannique aux Nations unies Matthew Rycroft s'est adressé en termes très durs au président Kabila, lui demandant de quitter le pouvoir à la date prévue : « *Il ne reste que deux semaines pour prévenir encore plus de violence, encore plus de décès, encore plus de conflits. L'horloge tourne et le monde regarde, respectez la Constitution, respectez le peuple de la RDC, respectez votre limite de deux mandats.* »

S'exprimant devant le Conseil de sécurité, l'ambassadeur britannique a également demandé à la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo de prendre ses responsabilités. Dans sa réponse, le représentant spécial de l'ONU à Kinshasa a fait part d'un « *sentiment d'appréhension* » à deux semaines

du 19 décembre et détaillé les mesures envisagées : la Monusco a déployé trois équipes mobiles à Lubumbashi, Goma et Kinshasa pour « *surveiller les violations des droits de l'homme* », mais le représentant spécial relève que « *ces efforts ne seront peut-être pas tout à fait suffisants pour réagir de manière adéquate à des explosions graves de violence à caractère politique* ».

Partageant cette analyse alarmiste, la Belgique a recommandé à ses ressortissants « *de reporter tout voyage non essentiel en RDC* » et demandé aux Belges qui doivent impérativement se rendre au Congo de s'enregistrer auprès du ministère des Affaires étrangères. Quant aux Belges se trouvant sur place, il leur est demandé d'évaluer si leur présence en RDC est bien indispensable et recommandé de faire preuve de la plus grande prudence lors de leurs déplacements.

Cette avalanche d'avertissements, dont la gravité évoque les mises en garde formulées à propos du Burundi après les émeutes à Bujumbura en 2015, contraste avec le calme de la situation sur place et la

sérénité dont font preuve nombre de nos compatriotes.

« *On vit normalement, tout en suivant les négociations politiques et en particulier la médiation des évêques* », nous assure un expatrié proche de la coopération belge. Il reconnaît cependant que « *la situation est très difficile, mais la plupart des étrangers ont pris leurs précautions, et, sur le terrain, la situation est plus calme que ce que l'on imagine à l'extérieur* ».

Pour notre interlocuteur, qui voyage à l'intérieur du pays, « *il est exact que les frustrations s'accumulent, que, depuis la décentralisation, les gens se sentent accablés de taxes nouvelles. Le ras-le-bol est généralisé, mais s'il devait s'exprimer, il toucherait la classe politique dans son ensemble et les partis d'opposition ne pourraient encaisser les mouvements populaires* ».

Optimiste, notre interlocuteur conclut cependant : « *On n'en est pas encore là et on ignore dans quelle mesure seront suivis les mots d'ordre des associations Filimbi et Lucha, qui exigent le départ du président à la date du 19 décembre.* »

Philosophe, ce vétéran du Congo relève que « *dans ce pays, les explosions ne se produisent jamais quand ni où on les attend* »... ■

C.B.

**1,8**  
milliard de dollars,  
c'est l'estimation  
de la Céni pour  
le financement  
des différents  
scrutins

**COMMENTAIRE**

COLETTE BRAECKMAN

**LES FEUX  
PASSENT  
AU ROUGE**

Les diplomates et les faiseurs d'opinion auraient-ils des informations qu'ignore le commun des mortels ? Ou alors, multipliant communiqués et déclarations alarmistes, craindraient-ils de ne pas être en reste dans l'escalade verbale dont le Congo fait aujourd'hui l'objet ?

De fait, les raisons de s'inquiéter ne manquent pas : les élections n'ont pas eu lieu à la date prévue et le financement du futur exercice (1 milliard 700 millions de dol-

lars...) est plus qu'incertain, le chef de l'Etat n'entend pas se retirer dans les délais constitutionnels, l'inflation a repris (mais moins que du temps de Mobutu). Mais surtout, le dialogue politique scellé par un accord entre la majorité présidentielle et une partie de l'opposition n'a pas encore permis au Premier ministre désigné, Sammy Badidanga, de présenter un gouvernement crédible. Le Kasaïen de nationalité belge pourrait bientôt être amené à céder la place... Autrement dit, les « palabres » pourraient durer au-delà du 19 décembre et même si elles aboutissaient, rien ne dit qu'elles suffiraient à calmer les esprits. Car tout indique que le pouvoir, c'est-à-dire la « majorité présiden-

tielle », n'est pas enclin à partager réellement les commandes du pays. Et certains éléments durs du régime n'hésiteraient pas à recourir à la force pour enrayer toute contestation. C'est pour cela qu'inexorablement, les signaux passent au rouge : malgré les apparences, l'espace politique rétrécit, la presse est sous haute surveillance, les outils de répression se renforcent. Face à cet arsenal subsiste une autre inconnue inquiétante : le fossé se creuse entre, d'une part, une classe politique qui, tous partis confondus, est incapable d'encadrer ses troupes et est attirée par le « partage du gâteau » et, de l'autre, une population jeune et exaspérée qui pourrait avoir des réactions aussi incontrôlées qu'imprévisibles...